

CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE PRATIQUE

RELANCER NOS SERVICES PUBLICS

DES RÉSEAUX EN CRISE

Des années de sous-financement, de compressions et de mesures d'austérité dans les services publics ont mené à une **détérioration importante des conditions de travail et de pratique des femmes et des hommes qui portent les services publics à bout de bras**, sans parler des conséquences des réformes centralisatrices particulièrement en santé et services sociaux. Cette dégradation mine l'accessibilité et la qualité des services publics.

La quinzaine d'années quasi ininterrompues de gouvernement libéral a eu des effets tels que certains libéraux ont estimé que « le précédent gouvernement libéral a tout simplement perdu de vue le bien du peuple ». « Force est [de] constater que nous avons raté notre cible en voulant aller trop loin, trop rapidement pour revenir à l'équilibre budgétaire. Il est temps de reconnaître que nous [le gouvernement libéral] aurions dû mieux protéger notre filet social dans notre quête vers des finances publiques plus saines et plus durables. »

RARETÉ DE MAIN D'OEUVRE

Dans un contexte où plusieurs régions du Québec se trouvent actuellement en situation de

plein emploi, les services publics peinent plus que jamais à attirer du personnel avec toutes les conséquences négatives que cela entraîne sur la charge de travail, les horaires, les heures supplémentaires obligatoires et la conciliation famille-travail-études.

En commission parlementaire en avril 2019, la ministre Marguerite Blais faisait état de l'ampleur du phénomène de manque de main-d'œuvre en santé et services sociaux : 62 018 postes seront à pourvoir d'ici cinq ans, dont plus de 33 000 postes de préposé-es aux bénéficiaires. La pénurie de main-d'œuvre et les difficultés d'attraction et de rétention que vivent certaines catégories de personnel, notamment les professionnel-les et les techniciennes et techniciens du réseau de la santé et des services sociaux, laissent plusieurs postes vacants et accroissent la pénibilité du travail.

Parmi le personnel de soutien scolaire, ce sont près de 7000 postes, selon l'étude des crédits budgétaires 2019-2020, qui seront à combler au cours des cinq prochaines années, soit près de la moitié des postes à pourvoir dans le secteur des commissions scolaires. Dans les cégeps, la difficulté de recrutement est aussi une réalité et

elle s'aggravera dans le futur. **Pour l'ensemble du secteur public, c'est plus de 25 % du personnel qui sera admissible à la retraite d'ici cinq ans.**

COUP DE BARRE NÉCESSAIRE

Il est donc plus important que jamais de donner dès maintenant un sérieux coup de barre pour améliorer substantiellement les conditions de travail et de pratique de toutes les travailleuses et de tous les travailleurs des services publics.

Pour y parvenir, il faut que le gouvernement réalise des investissements majeurs en santé et services sociaux, en éducation et dans les organismes gouvernementaux pour améliorer la qualité et l'accessibilité des services publics et dégager des marges financières pour convenir de solutions négociées aux tables sectorielles améliorant significativement les conditions de travail et de pratique des travailleuses et des travailleurs des services publics.

**Faire plus avec moins, ça ne fonctionne pas!
Avec plus de ressources, nous pouvons faire mieux.**

LES DÉPUTÉS LIBÉRAUX ET L'AUSTÉRITÉ

« Force est [de] constater que nous avons raté notre cible en voulant aller trop loin, trop rapidement pour revenir à l'équilibre budgétaire. Il est temps de reconnaître que nous [le gouvernement libéral] aurions dû mieux protéger notre filet social dans notre quête vers des finances publiques plus saines et plus durables. » *Source libérale anonyme, Des libéraux veulent que le parti s'excuse pour la rigueur budgétaire, Journal de Montréal, 29 janvier 2019*